

**ARRÊTÉ PERMANENT DU MAIRE**

**Permission de voirie –lieux-dits le Villard et le Chambon- pour l'entreprise  
AXIONE**

VU la demande à l'aide du document cerfa 14023\*01 en date du **04/06/2024** par laquelle l'entreprise **AXIONE**, demeurant à **595 chemin de la roche guide, 26780 Malataverne**, d'une permission de voirie pour la création des deux GC listés ci-dessous (tranchées souterraines) Aux lieux-dits le Villard et le Chambon, 07260 Saint Mélangy ;

**TRA\_07275\_6001** proche du local ADN au Villard, point GPS 44.53000080, 4.11929798

et

**TRA\_07275\_6004** parking proche de l'église au Chambon, point GPS 44.52898697, 4.11416994

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1111-1 à L1111-6 ;

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L2122-1 à L2122-4 et L3111.1 ;

VU le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12

VU le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

VU l'état des lieux ;

**Arrête**

**Article 1 - Autorisation**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande :

**la création des deux GC listés ci-dessous (tranchées souterraines) Aux lieux-dits le Villard et le Chambon, 07260 Saint Mélangy ;**

/// Mairie de Saint-Mélangy ///

**TRA\_07275\_6001** proche du local ADN au Villard, point GPS 44.53000080,  
4.11929798

et

**TRA\_07275\_6004** parking proche de l'église au Chambon, point GPS 44.52898697,  
4.11416994

À charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

### **Article 2 - Dispositions spéciales**

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

L'ouverture de chantier est fixée au **10/07/2024** comme précisé dans la demande.

Pour une durée d'application de 365 jours.

### **Article 3 - Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires

### **Article 5 - Publication et affichage**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint Mélany

### **Article 6 – Recours**

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant Tribunal administratif de Lyon, Palais des Juridictions administratives, 184, rue Duguesclin, 69433 Lyon Cedex 03 dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint Mélany

Le 04 juillet 2024

Le Maire Didier PIOLAT,



/// Mairie de Saint-Mélany ///

LE VILLARD - 1800 Route de Saint-Mélany - 07260 Saint Mélany - 09-60-01-73-06 - [mairiestmelany@orange.fr](mailto:mairiestmelany@orange.fr)

Secrétariat ouvert le jeudi de 15H à 18h